

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada**

Room 1650, 635 8th Ave. S.W.

Calgary

Alberta

T2P 3M3

Bid Fax: (403) 292-5786

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

CE DOCUMENT CONTIENT UNE EXIGENCE EN
MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Vendor/Firm Name and Address**Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada/Travaux
publics et Services gouvernementaux Canada
Room 1650, 635 8th Ave. S.W.

Calgary

Alberta

T2P 3M3

Title - Sujet Maintenance de porte Basculante	
Solicitation No. - N° de l'invitation W4M00-18C848/A	Date 2018-03-14
Client Reference No. - N° de référence du client W4M00-18C848	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$CAL-137-6745
File No. - N° de dossier CAL-7-40108 (137)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-04-24	Time Zone Fuseau horaire Mountain Daylight Saving Time MDT
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Loi, Ngan	Buyer Id - Id de l'acheteur cal137
Telephone No. - N° de téléphone (403)973-2796 ()	FAX No. - N° de FAX (403)292-5786
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: 17 WCE Contracts Bldg.100 PO Box 17000 Stn Forces Winnipeg, Manitoba R3J 3Y5	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer includes provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes comprend des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	3
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	4
1.4 COMPTE RENDU.....	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS.....	4
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	4
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES.....	5
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	5
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES	6
2.5 LOIS APPLICABLES	6
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES.....	7
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	7
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	8
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	8
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	8
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	9
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE	9
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	9
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET D'ASSURANCES	10
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	10
6.2 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE - PREUVE DE DISPONIBILITE - AVANT L'ÉMISSION DE L'OFFRE A COMMANDES	10
PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....	11
A. OFFRE À COMMANDES.....	11
7.1 OFFRE.....	11
7.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	11
7.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	11
7.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES	12
7.5 RESPONSABLES.....	13
7.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	13
7.7 UTILISATEURS DÉSIGNÉS	13
7.8 INSTRUMENT DE COMMANDE	14
7.9 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES	14
7.10 LIMITATION FINANCIÈRE	14
7.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	15
7.12 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	15
7.13 LOIS APPLICABLES	15
B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	16

7.1	ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	16
7.2	CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	16
7.3	DURÉE DU CONTRAT.....	16
7.4	DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	16
7.5	PAIEMENT	16
7.6	INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION.....	17
7.8	CLAUSES DU GUIDE DES CUA	18
ANNEXE « A »		19
	ÉNONCÉ DES TRAVAUX	19
ANNEXE « B »		24
	BASE DE PAIEMENT	24
ANNEXE « C »		33
	LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	33
ANNEXE « D »		34
	EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE.....	34
ANNEXE « E » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES		36
	INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....	36
ANNEXE « F »		37
	LISTE DE VÉRIFICATION POUR LES INSPECTIONS ANNUELLES	37
	DES PORTES RELEVABLES DE LA 17 ^E ESCADRE.....	37
ANNEXE « G »		38
	PORTES SECTIONNELLES À OUVERTURE AU PLAFOND À LA 17 ^E ESCADRE WINNIPEG	38
ANNEXE « H »		40
	PERMIS DE TRAVAIL À CHAUD DU SERVICE DES INCENDIES DE LA 17 ^E ESCADRE	40
ANNEXE « I »		42
	RAPPORT D'UTILISATION DE L'OFFRE À COMMANDES.....	42

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité et d'assurances : comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent : |
| | 7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables; |
| | 7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, Exigences en matière d'assurance, les instruments de paiement électronique, Liste de vérification pour les inspections annuelles des portes relevables de la 17^e escadre, Portes sectionnelles à ouverture au plafond à la 17^e escadre Winnipeg, Permis de travail à chaud du service des incendies de la 17^e escadre, et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

- 1.2.1 Pour l'apport de l'ensemble de la main-d'œuvre, des matériaux, du matériel et des outils, ainsi que le transport et la supervision nécessaires à la réparation, au remplacement et à l'entretien des portes relevables de la 17^e Escadre du ministère de la Défense nationale et de divers sites satellites visés aux présentes, selon la demande.

- North Site, 17 Wing, Winnipeg, Manitoba.
- Minto Armoury, 969 St Matthews Avenue, Winnipeg, Manitoba.
- McGregor Armoury, 551 Machray Avenue, Winnipeg, Manitoba.
- HMCS CHIPPAWA, 51 Navy Way, Winnipeg, Manitoba.
- St Charles Rifle Range, St Charles, Manitoba.
- Portage la Prairie Armoury, Portage la Prairie, Manitoba.

La présente offre à commandes est d'une durée de deux ans du 1^{er} août 2018 au 31 juillet 2020 avec l'option de la prolonger pour trois (3) périodes d'un (1) an.

- 1.2.2 Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

1.3 Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité et d'assurances; et la Partie 7 – Offre à commandes et clauses du contrat subséquent. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes, les offrants devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).

1.4 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document [2006](#) (2017-04-27) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2006](#), Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 180 jours

2.1.1 Clauses du *Guide des CCUA*

M0019T (2007-05-25), Prix et(ou) taux fermes

M1004T (2011-05-16), Condition du matériel - offre

2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la

Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins 10 jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.5 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Alberta et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom

de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

En raison du caractère de la DOC, les offres transmises par le service Connexion postal ne seront pas acceptées.

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

- Section I : Offre technique (1 exemplaires papier)
- Section II : Offre financière (1 exemplaires papier)
- Section III : Attestations (1 exemplaires papier)

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur offre en format papier :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la DOC.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants doivent :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec « l'annexe B, Base de paiement.

3.1.1 Paiement électronique de factures - offre

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe «E » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « E » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

- a. L'offrant doit avoir la capacité de fournir des compagnons électriciens
- b. L'offrant doit avoir la capacité de fournir des gens de métier qualifiés qui possèdent une expertise sur les mécanismes de portes de hangar
- c. Le fournisseur offrant certifie qu'il est capable de performer toutes les tâches telles que décrites dans l'Annexe A – L'Énoncé de Travail

Signature du Représentant Autorisé

Date

4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1 Le prix évalué sera établi au moyen du calcul suivant:

Pour chaque année, le prix unitaire indiqué pour chaque article sera multiplié par les utilisations annuelles prévues pour obtenir le prix calculé par article;

Les prix calculés pour chaque article seront additionnés pour obtenir le prix total pour chaque année (A, B, C, et D);

Les prix totaux pour chaque année seront additionnés (A+B+C+D)

Clause du Guide des CCUA M0222T (2016-01-28), Évaluation du prix

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les offrants doivent présenter avec leur offre, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ») du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'émission d'une offre à commandes

5.2.3.1 Statut et disponibilité du personnel

M3020T (2016-01-28), Statut et disponibilité du personnel - offre

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET D'ASSURANCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

1. Les conditions suivantes doivent être respectées avant l'émission de l'offre à commandes :
 - a) l'offrant doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
 - b) les individus proposés par l'offrant et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
 - c) l'offrant doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
2. On rappelle aux offrants d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'émission de l'offre à commandes, pour permettre à l'offrant retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion du responsable de l'offre à commandes.
3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les offrants devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).

6.2 Exigences en matière d'assurance - preuve de disponibilité - avant l'émission de l'offre à commandes

L'offrant doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que l'offrant peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe D si une offre à commandes lui est émise à la suite de la demande d'offres à commandes.

Si l'information n'est pas fournie dans l'offre, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

7.1 Offre

7.1.1 L'offrant offre d'exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « A ».

7.2 Exigences relatives à la sécurité

7.2.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le Programme de sécurité des contrats) s'appliquent et font partie intégrante de l'offre à commandes.

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
 - a. de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C;
 - b. du Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition)

7.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.3.1 Conditions générales

2005 (2017-06-21) Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

7.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens et services qu'il fournit au gouvernement fédéral dans le cadre de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats effectués par le Canada, y compris ceux payés au moyen d'une carte d'achat du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe intitulée H. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

- premier trimestre : du 1 avril au 30 juin
- deuxième trimestre : du 1 juillet au 30 septembre
- troisième trimestre : du 1 octobre au 31 décembre
- quatrième trimestre : du 1 janvier au 31 mars

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 30 jours civils suivant la fin de la période de référence.

7.4 Durée de l'offre à commandes

7.4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du 1er août 2018 au 31 juillet 2020.

7.4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour trois (3) périodes de un an supplémentaires, à partir du 1er août 2020 jusqu'au 31 juillet 2021, du 1er août 2021 au 31 juillet 2022 et du 1er août 2022 au 31 juillet 2023 aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes 30 jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

7.4.3 Points de livraisons

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés à l'Annexe « A » de l'offre à commandes.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W4M00-18C848/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W4M00-18C848

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
CAL-7-40108

Id de l'acheteur - Buyer ID
ca1137
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

7.5 Responsables

7.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Ngan Loi
Agente d'Approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements, Région Ouest
635, 8e Avenue SO, pièce 1650
Calgary, AB T2P 3M3

Téléphone : 403-973-2796
Télécopieur: 403-292-5786
Courriel : ngan.loi@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

7.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est : **(À être déterminer)**

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

7.5.3 Représentant de l'offrant

(À être compléter par le soumissionnaire)

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : ____ ____ _____
Télécopieur: ____ ____ _____
Courriel: _____

7.6 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.7 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est :
Défense nationale 17^e Escadre/BFC Winnipeg, Manitoba.

7.8 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateur(s) désigné(s) à l'aide des formulaires dûment remplis ou de leurs équivalents, comme il est indiqué aux paragraphes 2 ou 3 ci-après, ou au moyen de la carte d'achat du Canada (Visa ou MasterCard) pour les besoins de faible valeur.

1. Les commandes subséquentes doivent provenir de représentants autorisés des utilisateurs désignés dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y sont précisés.
2. Les formulaires suivants sont disponibles au site Web [Catalogue de formulaires](#) :
 - PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes
 - PWGSC-TPGSC 942-2 Commande subséquente à une offre à commandes (Livraison multiple)
 - PWGSC-TPSGC 944 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (anglais seulement)
 - PWGSC-TPSGC 945 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (français seulement)

ou

3. Un formulaire équivalent ou un document électronique de commande subséquente qui comprend à tous le moins les renseignements suivants :
 - le numéro de l'offre à commandes;
 - l'énoncé auquel les modalités de l'offre à commandes ont été intégrées;
 - la description et le prix unitaire de chaque article;
 - la valeur totale de la commande subséquente;
 - le point de livraison;
 - la confirmation comme quoi les fonds sont disponibles aux termes de l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;
 - la confirmation comme quoi l'utilisateur a été désigné dans le cadre de l'offre à commandes et qu'il détient l'autorisation d'établir un contrat.

7.9 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 15,000.00 \$ (taxes applicables incluses).

7.10 Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de (**À être déterminer**) \$, (taxes applicables exclues) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou 4 mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

7.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2017-06-21), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales 2029 (2016-04-04), Conditions générales - biens ou services (faible valeur)
- e) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- f) l'Annexe « B », Base de paiement;
- g) l'Annexe « C », Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité
- h) l'Annexe « D », Exigences en matière d'assurance;
- i) l'Annexe « F », 17e Escadre Overhead Door Liste d'inspection annuelle;
- j) l'Annexe « G », 17e Escadre Fire Service Permis de travail à chaud;
- k) l'Annexe « H », Portes sectionnelles à ouverture au plafond à la 17^E escadre winnipeg;
- l) l'Annexe « I », Offre à commandes Rapport d'utilisation;
- m) l'offre de l'offrant en date du _____.

7.12 Attestations et renseignements supplémentaires

7.12.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

7.12.2 Clauses du *Guide des CCUA*

M3800C (2006-08-15), Estimation de coût

M3020C (2016-01-28), Statut et disponibilité du personnel - offre à commandes

7.13 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur Alberta et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

7.2.1 Conditions générales

[2029](#) (2016-04-04), Conditions générales - biens ou services (faible valeur) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 12, Intérêt sur les comptes en souffrance, de 2029 (2016-04-04), Conditions générales - biens ou services (faible valeur) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Période du contrat

Les travaux doivent être réalisés durant la période du 1 août 2018 au 31 juillet 2020.

7.3.2 Date de livraison

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.4 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.5 Paiement

7.5.1 Base de paiement : Frais remboursables – Limitation des dépenses

L'entrepreneur sera payé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, conformément à la base de paiement à l'annexe B, jusqu'à une limitation des dépenses de **(À être déterminer)** \$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

7.5.2 Limitation des dépenses

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de **(À être déterminer)** \$. Les droits de douane **(À être déterminer)** et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
 - a. lorsque 75 % de la somme est engagée, ou
 - b. quatre mois avant la date d'expiration du contrat, ou
 - c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux, selon la première de ces conditions à se présenter.
3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

7.5.3 Paiement

H1000C (2008-05-12), Paiement unique

7.5.4 Clauses du Guide des CCUA

A9117C (2007-11-30), T1204 - demande directe du ministère client
C0705C (2010-01-11), Vérification discrétionnaire des comptes
C0710C (2007-11-30), Vérification du temps et du prix contractuel
C0711C (2008-05-12), Contrôle du temps
C2000C (2007-11-30), Taxes - entrepreneur établi à l'étranger
C0504C (2014-06-26), Heures supplémentaires - taux fixe basé sur le temps

7.5.5 Paiement électronique de factures – commande subséquente

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :
(À être déterminer)

7.6 Instructions pour la facturation

L'entrepreneur doit soumettre les factures en accord avec section 15 sur la Facturation dans Annexe A – L'Énoncée des Travaux.

7.7 Assurance – exigences particulières

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe D. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

7.8 Clauses du Guide des CCUA

A9062C (2011-05-16), Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

B1501C (2006-06-16), Appareillage électrique

B7500C (2006-06-16), Marchandises excédentaires

ANNEXE « A »

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

(Job No. L-W115-9900/RISO C848)

Pour l'apport de l'ensemble de la main-d'œuvre, des matériaux, du matériel et des outils, ainsi que le transport et la supervision nécessaires à la réparation, au remplacement et à l'entretien des portes relevables de la 17^e Escadre du ministère de la Défense nationale et de divers sites satellites visés aux présentes, selon la demande.

La présente offre à commandes est d'une durée de deux ans du 1^{er} août 2018 au 31 juillet 2020 avec l'option de la prolonger pour trois (3) périodes d'un (1) an.

1 EMPLACEMENT DES TRAVAUX

- .1 Secteur nord, 17^e Escadre, Winnipeg (Manitoba).
- .2 Manège militaire Minto, 969, av. St. Matthews, Winnipeg (Manitoba).
- .3 Manège militaire McGregor, 551, av. Machray, Winnipeg (Manitoba).
- .4 NCSM CHIPPAWA, 51, Navy Way, Winnipeg (Manitoba).
- .5 Champ de tir St. Charles, St. Charles (Manitoba).
- .6 Manège militaire Portage la Prairie, Portage la Prairie (Manitoba).

2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

L'offrant doit fournir à l'ingénieur le nom de tous ses employés qui devront accéder à la 17^e Escadre et à ses unités subordonnées lors de l'adjudication de la convention d'offre à commandes (COC) et sur une base régulière lorsqu'il y a un changement dans ses effectifs.

3 MATÉRIEL COMPRIS

- .1 Portes relevables : faites de panneaux massifs en bois et en métal; portes sectionnelles, multi-lames, à enroulement et plusieurs autres types de porte.
- .2 Opérateurs de porte manuels et électriques
- .3 Portes coulissantes horizontales et sectionnelles en métal, comprenant les systèmes d'entraînement et toutes les commandes connexes.

4 TRAVAUX COMPRIS

- .1 Les travaux visés par la présente COC comprennent l'apport de l'ensemble de la main-d'œuvre et de tous les matériaux, outils et matériel ainsi que le transport et la supervision qui sont nécessaires pour effectuer les travaux liés aux services décrits ci-dessous :
 - .1 L'entretien et les réparations.
 - .2 Le remplacement de portes : à moins d'une urgence, le remplacement ne doit pas commencer tant qu'une estimation n'a pas été soumise à l'Ingénieur et approuvée par celui-ci.
 - .3 L'entretien et l'installation des systèmes électriques : doivent être effectués par un compagnon électricien possédant une certification interprovinciale.
 - .4 Avoir un personnel composé d'ouvriers qualifiés qui sont spécialisés dans l'entretien des mécanismes de portes de hangar.
 - .5 L'inspection annuelle de toutes les portes relevables de l'Escadre et des sites satellites tel qu'il est indiqué à l'annexe A.

5 MATÉRIAUX

- .1 On doit utiliser des matériaux et des pièces précisés par le fabricant du matériel.
- .2 Si, pour des raisons d'urgence, l'offrant installe des pièces autres que celles prescrites, il doit remplacer les pièces utilisées par des pièces prescrites avant de demander le paiement de ses services. Seules ces dernières seront facturables.
- .3 Les pièces et les matériaux qui ne sont pas couverts par une garantie, qu'ils soient utilisables ou non, doivent être retournés à l'Ingénieur à l'achèvement des travaux.

6 ESTIMATION DES TRAVAUX

- .1 Les inspecteurs de contrats de l'Ingénieur demanderont normalement un coût estimatif pour toutes les commandes subséquentes et considéreront comme acceptables les estimations données oralement.
- .2 Si une « proposition de prix » est exigée, une proposition écrite doit être envoyée par courriel à l'inspecteur de contrats de l'ingénieur qui en fait la demande, sans frais pour le MDN.

7 APPEL DE SERVICE

- .1 L'offrant doit répondre à toutes les demandes d'inspection ou de réparation des techniciens ou des représentants autorisés des techniciens. Toutes les demandes de service et d'inspection doivent être confirmées par écrit à l'aide du formulaire MAS 942 et doivent recevoir une réponse dans les vingt-quatre (24) heures suivant la réception de l'appel de service.
- .2 L'offrant doit être prêt à répondre à tous les appels de service, vingt-quatre (24) heures par jour.
- .3 Les appels d'urgence pour des réparations doivent recevoir une réponse dans les deux (2) heures suivant l'appel. Les répondants ne seront pas acceptés.

8 STRUCTURES TEMPORAIRES

- .1 L'offrant fournira les structures provisoires (échelles, échafaudages, dispositifs de levage et autres) qui sont nécessaires à l'exécution des travaux et en assurera l'entretien.
- .2 Les structures provisoires érigées par l'offrant doivent demeurer la propriété de celui-ci et être enlevées par lui à la fin des travaux.

9 EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÛRETÉ

- .1 Généralités : Il incombe à l'offrant de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger le personnel (employés, visiteurs, public) et les biens pendant toute la durée de la COC.
- .2 Mesures de sécurité en construction : Observer et faire observer par les employés les mesures de sécurité en construction exigées par la plus récente édition du Code national du bâtiment du Canada, et par les loi et autorités du gouvernement provincial, de la commission des accidents du travail et de la localité.

-
- .1 En cas de divergence entre les dispositions énoncées ci-dessus, l'autorité compétente doit prévaloir.
- .3 Procédures et équipement de travail.
- .1 Les procédures et l'équipement de travail doivent tous être conformes aux normes prescrites par la loi.
- .2 Il est impératif de posséder un permis de travail à chaud pour exécuter des travaux de soudage, de découpage ou de brasage sur la base et dans les emplacements satellites. Les permis de travail à chaud doivent être délivrés et contrôlés par le chef des pompiers de l'escadre. (Annexe G)
- .3 L'entrepreneur doit positionner les grues, palans ou échafaudages et les utiliser de manière à ce que les personnes qui se trouvent à proximité ne soient pas blessées et à ce que les aéronefs et le matériel environnants ne soient pas endommagés, même si une charge suspendue ou de petits objets tombent, ou si le matériel s'écroule.
- .4 Barrières : Installer des barrières autour des chantiers dangereux, des tranchées et des excavations.
- .5 Chantiers non surveillés : Sur les chantiers laissés sans surveillance, particulièrement pendant la nuit, le matériel électrique doit être placé hors tension, le matériel doit être rangé et empilé de façon sécuritaire et les échelles portatives donnant accès aux plateformes de travail surélevées doivent être retirées et sécurisées.
- .6 Méthode de verrouillage : Un système de verrouillage est requis lorsque la sécurité des personnes peut être compromise si l'installation, la machine ou le matériel sur lesquels elles effectuent une inspection, un entretien ou une réparation étaient déplacés ou remis sous tension. Ces procédures doivent être exécutées par des ouvriers qualifiés du MDN, même si chaque ouvrier ou travailleur responsable des travaux, de l'équipement ou de l'installation devra effectuer son propre cadenassage.
- .7 Personnel et responsabilité en matière de sécurité :
- .1 L'offrant doit fournir un personnel qualifié, appliquer son programme de sécurité et veiller à ce que les normes de santé et de sécurité du MDN et de la province soient respectées.
- .2 Le MDN doit surveiller les travaux quotidiennement afin de s'assurer que les exigences en matière de sécurité sont respectées et que les fiches de sécurité sont à jour et dûment remplies. Un premier manquement aux normes de sécurité entraînera une révision du contrat et la consignation par écrit de cette révision dans le dossier du contrat.
- .3 L'offrant doit déclarer au superviseur du contrat ainsi qu'aux autorités de la juridiction tout accident ou incident impliquant le personnel ou la propriété de l'offrant, du MDN ou du public survenu dans le cadre de l'exécution des travaux par l'offrant.
- .8 Retards en raison d'infractions aux règlements sur la santé et la sécurité.
- .1 L'offrant doit inclure toutes les dispositions de la COC dans toute entente conclue avec des sous-traitants, et ces derniers sont conjointement responsables de l'exécution sécuritaire des travaux.
- .2 Si l'offrant est responsable d'un retard en raison d'une infraction aux exigences de la réglementation sur la santé et la sécurité, il devra, sans frais additionnels

pour le MDN, effectuer les heures supplémentaires et acheter et exploiter le matériel ou les matériaux qui sont nécessaires, selon le superviseur de l'offre à commandes, pour éviter des retards dans l'achèvement final des travaux ou dans les opérations connexes.

- .9 Exigences en matière de sécurité incendie : se conformer, à l'endroit des entrepreneurs civils, aux consignes d'incendie et aux précautions de sécurité en cas d'incendie émises par le chef des pompiers de l'Escadre.
- .10 Surcharge : Aucune partie du travail ne doit faire l'objet d'une surcharge au point de compromettre la sécurité de la tâche en question.
- .11 Échafaudage : Tout échafaudage doit respecter la norme S269.1-1975 de la CSA, ainsi que les codes et les règlements nationaux, provinciaux et/ou municipaux régissant ce type de travail.
- .12 Solvants et adhésifs : Prendre les précautions nécessaires contre les incendies. N'utiliser ces substances que dans des aires bien aérées. Ne pas éliminer les déchets volatils, tels les diluants à peinture, dans les égouts sanitaires ou pluviaux.

10 QUALITÉ D'EXÉCUTION

La qualité d'exécution doit être uniforme, atteindre des normes élevées et être parfaitement conforme aux meilleures pratiques, selon l'interprétation de l'Ingénieur. Tout travail exécuté de façon médiocre ou dont la qualité est inférieure à ces exigences doit être remplacé, si l'Ingénieur l'ordonne, par un travail de première qualité sans frais pour le ministère de la Défense nationale.

11 RÉUNION POSTÉRIEURE À L'ATTRIBUTION DE L'OFFRE À COMMANDES

Après l'établissement de la COC, l'offrant doit rencontrer l'Ingénieur ou son représentant désigné afin de recevoir les instructions de travail.

12 ENLÈVEMENT DE MATÉRIEL ET DE MATÉRIAUX

L'offrant ne doit pas retirer du matériel et de l'équipement récupérables de l'emplacement sans l'autorisation de l'Ingénieur.

13 NETTOYAGE

À la fin d'une journée de travail, l'Entrepreneur doit enlever tous les matériaux excédentaires, les outils, le matériel et les débris et laisser le chantier propre et bien rangé à l'entière satisfaction de l'Ingénieur.

14 MATIÈRES DANGEREUSES

Fournir à l'officier du génie construction de l'escadre les fiches signalétiques de tous les produits contrôlés apportés à la 17^e Escadre.

15 FACTURES

- .1 Toutes les factures soumises pour paiement doivent être accompagnées d'une copie du formulaire DSS-MAS 942.
- .2 Les factures doivent comprendre une ventilation des coûts effectuée de la manière suivante :
 - .1 le taux de rémunération et le nombre d'heures de travail pour chaque ouvrier;
 - .2 une liste détaillée des matériaux utilisés, classés par prix, doit être fournie sur chaque facture soumise pour paiement;
 - .3 le total multiplié;
 - .4 la taxe sur les produits et services (TPS) doit être inscrite séparément;
 - .5 lorsque des sous-traitants sont engagés, une copie de la facture acquittée du sous-traitant qui accompagne la facture pour la comparer à la demande;
 - .6 lorsqu'une réduction ou une majoration s'applique, elle doit être indiquée séparément.
- .3 Les factures présentées pour paiement en vertu du présent contrat qui ne sont pas identifiées correctement seront retournées à l'offrant, qui devra les annoter de façon appropriée avant qu'elles puissent recevoir la certification en vue du paiement.

16 GARANTIE

Fournir au ministère de la Défense nationale une garantie écrite couvrant les matériaux et l'exécution pour une période d'un (1) an à partir de la date à laquelle la fin des travaux de réparation/de remplacement des portes sont terminés.

ANNEXE « B »

BASE DE PAIEMENT

1. Les articles dont la liste figure dans les présentes doivent faire l'objet de prix fermes, TPS en sus, F.A.B. destination, y compris tous les frais de ramassage et de livraison aux adresses suivantes :

Secteur nord, 17^e Escadre, Winnipeg (Manitoba).
Manège militaire Minto, 969, av. St. Matthews, Winnipeg (Manitoba).
Manège militaire McGregor, 551, av. Machray, Winnipeg (Manitoba).
NCSM Chippewa, 51, Navy Way, Winnipeg (Manitoba).
Champ de tir St. Charles, St. Charles (Manitoba).
Manège militaire Portage la Prairie, Portage la Prairie (Manitoba).

2. Les heures se définissent ainsi :

Heures de travail normales : du lundi au vendredi, de 7 h 30 à 16 h 30.
En dehors des heures normales de travail : du lundi au vendredi, de 16 h 30 à 7 h 30.
Fins de semaine et jours fériés

3. Les utilisations prévues sont fournies à des fins d'évaluation seulement et ne feront pas partie d'aucune offre à commandes subséquente.
4. Il est **OBLIGATOIRE** que les offrants fournissent des prix ou des tarifs fermes tout compris pour la période de l'offre à commandes proposée dans les tableaux A, B, C et D ci-dessous.
5. La taxe sur les produits et services, s'il y a lieu, n'est pas comprise et doit figurer séparément dans toute facture subséquente. Le paiement s'effectuera conformément à la fixation du prix qui suit.

A. Période de l'offre à commandes, du 1^{er} août 2018 au 31 juillet 2020 (2 ans)

Éléme nt	Description	Unité de distrib ution	Prix unitaire	Utilisation prévue	Prix calculé
A	Mécanicien				
1	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – au cours des heures normales de travail	Appel	_____ \$	40	_____ \$
2	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail	Appel	_____ \$	10	_____ \$
3	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – fins de semaine et jours fériés	Appel	_____ \$	10	_____ \$
	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – au cours des heures normales de travail	Heure	_____ \$	80	_____ \$
5	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail	Heure	_____ \$	20	_____ \$
6	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail – fins de semaine et jours fériés	Heure	_____ \$	20	_____ \$
B	Électricien				
1	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – au cours des heures normales de travail	Appel	_____ \$	20	_____ \$
2	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail	Appel	_____ \$	5	_____ \$
3	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – fins de semaine et jours fériés	Appel	_____ \$	5	_____ \$
4	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – au cours des heures normales de travail	Heure	_____ \$	40	_____ \$
5	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail	Heure	_____ \$	10	_____ \$
6	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail – fins de semaine et jours fériés	Heure	_____ \$	10	_____ \$

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W4M00-18C848/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W4M00-18C848

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
CAL-7-40108

Id de l'acheteur - Buyer ID
ca1137
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

C	Assistant				
1	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – au cours des heures normales de travail	Appel	_____ \$	40	_____ \$
2	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail	Appel	_____ \$	10	_____ \$
3	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – fins de semaine et jours fériés	Appel	_____ \$	10	_____ \$
4	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – au cours des heures normales de travail	Heure	_____ \$	80	_____ \$
5	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail	Heure	_____ \$	20	_____ \$
6	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail – fins de semaine et jours fériés	Heure	_____ \$	20	_____ \$
d.	Les pièces et matériaux de rechange (sauf les matériaux gratuits) seront facturés au coût livré de l'offrant, plus une majoration de _____ %, qui ne doit pas dépasser le prix de détail suggéré du fabricant. L'offrant doit soumettre des copies des factures qu'il a payées avec la facture soumise au MDN.			50 000 \$	50 000 \$ + (50 000 \$ x majoration) = _____ \$
e.	L'inspection semi-annuelle d'automne sera terminée en octobre	1 lot de 129 portes	_____ \$	2	_____ \$
f.	L'inspection semestrielle du printemps sera terminée en mai	1 lot de 129 portes	_____ \$	2	_____ \$
Sous-total pour la période du 1^{er} août 2018 au 31 juillet 2020 (2 ans)					_____ \$(A)

B. Année d'option 1 : Du 1^{er} août 2020 au 31 juillet 2021

Éléme nt	Description	Unité de distrib ution	Prix unitaire	Utilisation prévue	Prix calculé
A	Mécanicien				
1	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – au cours des heures normales de travail	Appel	_____ \$	40	_____ \$
2	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail	Appel	_____ \$	10	_____ \$
3	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – fins de semaine et jours fériés	Appel	_____ \$	10	_____ \$
	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – au cours des heures normales de travail	Heure	_____ \$	80	_____ \$
5	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail	Heure	_____ \$	20	_____ \$
6	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail – fins de semaine et jours fériés	Heure	_____ \$	20	_____ \$
B	Électricien				
1	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – au cours des heures normales de travail	Appel	_____ \$	20	_____ \$
2	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail	Appel	_____ \$	5	_____ \$
3	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – fins de semaine et jours fériés	Appel	_____ \$	5	_____ \$
4	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – au cours des heures normales de travail	Heure	_____ \$	40	_____ \$
5	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail	Heure	_____ \$	10	_____ \$
6	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail – fins de semaine et jours fériés	Heure	_____ \$	10	_____ \$

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W4M00-18C848/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W4M00-18C848

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
CAL-7-40108

Id de l'acheteur - Buyer ID
ca1137
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

C	Assistant				
1	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – au cours des heures normales de travail	Appel	_____ \$	40	_____ \$
2	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail	Appel	_____ \$	10	_____ \$
3	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – fins de semaine et jours fériés	Appel	_____ \$	10	_____ \$
4	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – au cours des heures normales de travail	Heure	_____ \$	80	_____ \$
5	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail	Heure	_____ \$	20	_____ \$
6	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail – fins de semaine et jours fériés	Heure	_____ \$	20	_____ \$
d.	Les pièces et matériaux de rechange (sauf les matériaux gratuits) seront facturés au coût livré de l'offrant, plus une majoration de _____ %, qui ne doit pas dépasser le prix de détail suggéré du fabricant. L'offrant doit soumettre des copies des factures qu'il a payées avec la facture soumise au MDN.			25 000 \$	25 000 \$ + (25 000 \$ x majoration) = _____ \$
e.	L'inspection semi-annuelle d'automne sera terminée en octobre	1 lot de 129 portes	_____ \$	1	_____ \$
f.	L'inspection semestrielle du printemps sera terminée en mai	1 lot de 129 portes	_____ \$	1	_____ \$
Sous-total pour Année d'option 1					_____ \$(B)

C. Année d'option 2 : Du 1^{er} août 2021 au 31 juillet 2022

Éléme nt	Description	Unité de distrib ution	Prix unitaire	Utilisation prévue	Prix calculé
A	Mécanicien				
1	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – au cours des heures normales de travail	Appel	_____ \$	40	_____ \$
2	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail	Appel	_____ \$	10	_____ \$
3	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – fins de semaine et jours fériés	Appel	_____ \$	10	_____ \$
	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – au cours des heures normales de travail	Heure	_____ \$	80	_____ \$
5	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail	Heure	_____ \$	20	_____ \$
6	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail – fins de semaine et jours fériés	Heure	_____ \$	20	_____ \$
B	Électricien				
1	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – au cours des heures normales de travail	Appel	_____ \$	20	_____ \$
2	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail	Appel	_____ \$	5	_____ \$
3	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – fins de semaine et jours fériés	Appel	_____ \$	5	_____ \$
4	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – au cours des heures normales de travail	Heure	_____ \$	40	_____ \$
5	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail	Heure	_____ \$	10	_____ \$
6	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail – fins de semaine et jours fériés	Heure	_____ \$	10	_____ \$

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W4M00-18C848/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W4M00-18C848

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
CAL-7-40108

Id de l'acheteur - Buyer ID
ca1137
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

C	Assistant				
1	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – au cours des heures normales de travail	Appel	_____ \$	40	_____ \$
2	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail	Appel	_____ \$	10	_____ \$
3	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – fins de semaine et jours fériés	Appel	_____ \$	10	_____ \$
4	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – au cours des heures normales de travail	Heure	_____ \$	80	_____ \$
5	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail	Heure	_____ \$	20	_____ \$
6	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail – fins de semaine et jours fériés	Heure	_____ \$	20	_____ \$
d.	Les pièces et matériaux de rechange (sauf les matériaux gratuits) seront facturés au coût livré de l'offrant, plus une majoration de _____ %, qui ne doit pas dépasser le prix de détail suggéré du fabricant. L'offrant doit soumettre des copies des factures qu'il a payées avec la facture soumise au MDN.			25 000 \$	25 000 \$ + (25 000 \$ x majoration) = _____ \$
e.	L'inspection semi-annuelle d'automne sera terminée en octobre	1 lot de 129 portes	_____ \$	1	_____ \$
f.	L'inspection semestrielle du printemps sera terminée en mai	1 lot de 129 portes	_____ \$	1	_____ \$
Sous-total pour Année d'option 2					_____ \$(C)

D. Année d'option 3 : Du 1^{er} août 2022 au 31 juillet 2023

Éléme nt	Description	Unité de distrib ution	Prix unitaire	Utilisation prévue	Prix calculé
A	Mécanicien				
1	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – au cours des heures normales de travail	Appel	_____ \$	40	_____ \$
2	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail	Appel	_____ \$	10	_____ \$
3	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – fins de semaine et jours fériés	Appel	_____ \$	10	_____ \$
	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – au cours des heures normales de travail	Heure	_____ \$	80	_____ \$
5	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail	Heure	_____ \$	20	_____ \$
6	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail – fins de semaine et jours fériés	Heure	_____ \$	20	_____ \$
B	Électricien				
1	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – au cours des heures normales de travail	Appel	_____ \$	20	_____ \$
2	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail	Appel	_____ \$	5	_____ \$
3	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – fins de semaine et jours fériés	Appel	_____ \$	5	_____ \$
4	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – au cours des heures normales de travail	Heure	_____ \$	40	_____ \$
5	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail	Heure	_____ \$	10	_____ \$
6	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail – fins de semaine et jours fériés	Heure	_____ \$	10	_____ \$

N° de l'invitation - Solicitation No.
W4M00-18C848/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W4M00-18C848

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
CAL-7-40108

Id de l'acheteur - Buyer ID
ca1137
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

C	Assistant				
1	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – au cours des heures normales de travail	Appel	_____ \$	40	_____ \$
2	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail	Appel	_____ \$	10	_____ \$
3	Appel de service, y compris les frais de déplacement liés à l'appel et première heure de travail productif sur place – fins de semaine et jours fériés	Appel	_____ \$	10	_____ \$
4	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – au cours des heures normales de travail	Heure	_____ \$	80	_____ \$
5	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail	Heure	_____ \$	20	_____ \$
6	Chaque heure supplémentaire de travail productif sur place – en dehors des heures normales de travail – fins de semaine et jours fériés	Heure	_____ \$	20	_____ \$
d.	Les pièces et matériaux de rechange (sauf les matériaux gratuits) seront facturés au coût livré de l'offrant, plus une majoration de _____ %, qui ne doit pas dépasser le prix de détail suggéré du fabricant. L'offrant doit soumettre des copies des factures qu'il a payées avec la facture soumise au MDN.			25 000 \$	25 000 \$ + (25 000 \$ x majoration) = _____ \$
e.	L'inspection semi-annuelle d'automne sera terminée en octobre	1 lot de 129 portes	_____ \$	1	_____ \$
f.	L'inspection semestrielle du printemps sera terminée en mai	1 lot de 129 portes	_____ \$	1	_____ \$
Sous-total pour Année d'option 3					_____ \$(D)

Total de l'évaluation des prix de l'offre = Total des sous-totaux (A) + (B) + (C) + (D) = _____ \$

Matériaux et pièces de rechange

*Note : Le coût livré correspond aux dépenses engagées par un fournisseur pour obtenir un produit ou un service précis pour revente au gouvernement. Cela comprend le prix facturé par le fournisseur (moins les remises), les frais de transport applicables, la différence de taux de change, et les droits de douane et de courtage, mais non les taxes de vente.

La « majoration » correspond à la différence entre le coût livré de l'entrepreneur pour un produit ou un service et le prix de revente au gouvernement (excluant les taxes de vente), ce qui comprend le coût des services nécessaires, les coûts indirects applicables et le profit.

N° de l'invitation - Solicitation No.
W4M00-18C848/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W4M00-18C848

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
CAL-7-40108

Id de l'acheteur - Buyer ID
ca1137
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « C »

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

(Voir PDF atached)

ANNEXE « D »

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
 - j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
 - l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
 - m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
 - n. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police

d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante : *Directeur*

Direction du droit des affaires

Bureau régional du Québec (Ottawa)

Ministère de la Justice

284, rue Wellington, pièce SAT-6042

Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal

Section du contentieux des affaires civiles

Ministère de la Justice

234, rue Wellington, Tour de l'Est

Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W4M00-18C848/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W4M00-18C848

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
CAL-7-40108

Id de l'acheteur - Buyer ID
ca1137
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « E » de la PARTIE 3 de la DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d'achat VISA ;
- () Carte d'achat MasterCard ;
- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;
- () Virement télégraphique (international seulement) ;
- () Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

ANNEXE « F »
LISTE DE VÉRIFICATION POUR LES INSPECTIONS ANNUELLES
DES PORTES RELEVABLES DE LA 17^e ESCADRE

Articles des portes relevables devant faire l'objet d'une inspection	État de l'article	S.O.	Remarques
Vérifier et réaligner les rails de porte et resserrer les rails de soutien, le cas échéant			
Vérifier l'intégrité des bourrelets de calfeutrage			
Vérifiez tous les panneaux et les fenêtres afin de vous assurer qu'ils ne sont pas endommagés			
Vérifier le bon fonctionnement de la porte piétonne			
Vérifier et lubrifier tous les ensembles de ressorts rétractables			
Vérifier toutes les charnières, les galets et les principaux tambours de l'arbre afin de vous assurer qu'ils ne sont pas endommagés ou qu'il n'y a pas de méplats			
Vérifier et lubrifier tous les assemblages de supports, le cas échéant			
Vérifier et lubrifier tous les ensembles de ressorts, le cas échéant			
Vérifier et équilibrer les ressorts, au besoin.			
Vérifier tous les capteurs de renversement afin de vous assurer qu'ils sont correctement alignés et qu'ils fonctionnent bien			
Vérifier la bonne orientation de la chaîne de transmission, y compris les ruptures, les pignons, les supports et les courroies			
Vérifier la boîte d'engrenage ainsi que le niveau d'huile			
Vérifier et nettoyer tous les contacts électriques			
Vérifier le bon fonctionnement des boutons poussoirs intérieurs et extérieurs			
Vérifier tous les voyants lumineux afin de vous assurer qu'ils fonctionnent bien			
S'assurer que les chaînes de tirage manuelles sont en bon état de fonctionnement			
Vérifier tous les interrupteurs des capteurs d'air et les flexibles se trouvant sur la partie inférieure de la porte			
Vérifier le fonctionnement de toutes les télécommandes			
Vérifier les interrupteurs de fin de course			
Vérifier les traces d'usure et lubrifier tous les contrepoids			
Vérifier et nettoyer tous les composants du moteur			
Vérifier le bon fonctionnement des capteurs de mouvement			

ANNEXE «G »

PORTES SECTIONNELLES À OUVERTURE AU PLAFOND À LA 17E ESCADRE WINNIPEG

N° DE BÂTIMENT	EMPLACEMENT DES PORTES	NOMBRE DE PORTES	REMARQUES DIVERSES PORTE MANUELLE (m) OU AUTOMATIQUE (a)
24 T	CÔTÉ SUD	1	m
25	CÔTÉ NORD	1	a
25	CÔTÉ EST	2	a
30 NEM	CÔTÉ SUD	1	m
32 PATRIMOINE	CÔTÉ SUD	1	m
32 G	CÔTÉ SUD	1	m
33	CÔTÉ OUEST	1	m
48 TERRAIN DE GOLF	CÔTÉ SUD	1	m
51 CENTRALE À VAPEUR	CÔTÉ SUD	1	m
51 CENTRALE À VAPEUR	CÔTÉ OUEST	1	a
52	CÔTÉ EST	1	a
52	CÔTÉ OUEST	2	a
52	INTÉRIEUR DU BÂTIMENT	2	a
52 G	CÔTÉ EST	1	m
53 NEM	CÔTÉ EST	1	m
55	CÔTÉ EST	4	a
55 SPRUNG	CÔTÉ NORD	1	m
57 ENTREPÔT DE PP	CÔTÉ EST	1	m
61 CUISINE	CÔTÉ NORD	1	a
62 HÔPITAL	CÔTÉ SUD	2	m
69 BAIE - SABLE	CÔTÉ EST	1	a
70 ROUTES ET TERRAINS	CÔTÉ EST	1	a
70 GE/MAGASINS	CÔTÉ SUD	2	a
70G3	CÔTÉ SUD	1	m
75	CÔTÉ EST	1	a
76	CÔTÉ OUEST	1	m
77 ATELIER DE MÉCANIQUE	CÔTÉ OUEST	3	a
85 EPPE	CÔTÉ NORD	1	1 porte (a), 1 porte (m)
88 CASERNE DE POMPIERS	CÔTÉ EST	2	a
88 CASERNE DE POMPIERS	CÔTÉ OUEST	3	a
89 GARAGE DE GC	CÔTÉ NORD	3	1 porte (a), 2 portes (m)
90 SECTEUR DE LA MUSIQUE	CÔTÉ OUEST	1	m
90 G GARAGE	CÔTÉ EST	2	m
96 AVITAILLEMENT	CÔTÉ OUEST	10	Baie 1 à la baie 9 (m), baie 10 (a)
100 GC	CÔTÉ OUEST	2	a

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W4M00-18C848/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W4M00-18C848

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
CAL-7-40108

Id de l'acheteur - Buyer ID
ca1137
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

N° DE BÂTIMENT	EMPLACEMENT DES PORTES	NOMBRE DE PORTES	REMARQUES DIVERSES PORTE MANUELLE (m) OU AUTOMATIQUE (a)
119 OXYGÈNE LIQUIDE	CÔTÉ NORD	2	m
129 BÂTIMENT LOG	CÔTÉ SUD	4	a
129 BÂTIMENT LOG	CÔTÉ NORD	20	a
129 BÂTIMENT LOG	CÔTÉ EST	8	a
129 BÂTIMENT LOG	INTÉRIEUR DU BÂTIMENT	4	POSTE DE LAVAGE X 1 (a) APPROVISIONNEMENT X 3 (m)
129 G	CÔTÉ SUD	1	a
131 EPPE	CÔTÉ NORD	1	m
134 ENTREPÔT GC	CÔTÉ NORD	3	a
136 ESIT ERE	CÔTÉ OUEST	3	a
136 G ESIT ERE	CÔTÉ SUD	2	a
HANGAR 10	CÔTÉ OUEST	1	a
HANGAR 16	CÔTÉ NORD	1	a
HANGAR 16	CÔTÉ SUD	1	a
HANGAR 16	CÔTÉ EST	3	
HANGAR 16	INTÉRIEUR DU BÂTIMENT	5	CÔTÉ SUD DU HANGAR X 3 (m), PASSAGE COUVERT X 2 (a)
139 CANEX	CÔTÉ EST	1	a
141 DERRIÈRE B-25	CÔTÉ EST	3	a
438 CONWAY	CÔTÉ EST	1	a
CHAMP DE TIR ST. CHARLES BÂT 24	CÔTÉ EST	1	m
CHAMP DE TIR ST. CHARLES BÂT 24	CÔTÉ OUEST	1	m
CHAMP DE TIR ST. CHARLES BÂT 24	INTÉRIEUR DU BÂTIMENT	1	m
CHAMP DE TIR ST. CHARLES REMISE POUR LES CIBLES	CÔTÉ OUEST	1	m

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W4M00-18C848/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W4M00-18C848

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
CAL-7-40108

Id de l'acheteur - Buyer ID
ca1137
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « H »

PERMIS DE TRAVAIL À CHAUD DU SERVICE DES INCENDIES DE LA 17^e ESCADRE

DATE :
ENTREPRENEUR OU ATELIER :
IMMEUBLE :
EMPLACEMENT DES TRAVAUX :
TRAVAUX À RÉALISER
PRÉCAUTIONS PARTICULIÈRES À PRENDRE
PIQUET D'INCENDIE FOURNI :
OUI
NON
NOM :
Le lieu de travail a été vérifié et les précautions nécessaires ont été prises L'autorisation est accordée pour ces travaux.
DATE ET HEURE DU DÉBUT DU PERMIS :
DATE ET HEURE D'EXPIRATION DU PERMIS :
SIGNÉ :
Inspecteur des incendies/contremaître d'atelier
SIGNÉ :
Superviseur des travaux
Avant d'approuver tout travail de coupe, de soudage ou l'utilisation d'un dispositif à flamme nue, l'inspecteur des incendies de l'Escadre ou son représentant désigné (le contremaître d'atelier) doit inspecter la zone de travail et confirmer que toutes les précautions nécessaires ont été prises afin de prévenir tout risque d'incendie conformément à la norme NFPA 51.
<u>PRÉCAUTIONS :</u>
<input type="checkbox"/> Les liquides inflammables sont retirés ou correctement couverts
<input type="checkbox"/> Arrêt du système d'alarme d'incendie
<input type="checkbox"/> Des bâches sont installées en dessous de la zone de travail afin d'éteindre les étincelles et les scories chaudes
<input type="checkbox"/> Toutes les ouvertures dans les murs et le sol sont couvertes
<input type="checkbox"/> Les planchers combustibles sont protégés (humidifiés, recouverts de sables ou d'écrans métalliques)
<input type="checkbox"/> Détecteurs de fumée/système d'alarme d'incendie
<input type="checkbox"/> Matériel de coupe et de soudure en bon état
<input type="checkbox"/> Gicleurs en service

TRAVAUX SUR LES MURS OU LES PLAFONDS : (réservoirs, conteneurs, conduits, dépoussiéreurs, etc.)

- ☐ Toute trace de combustible nettoyée sur le matériel
- ☐ Les conteneurs sont purgés des liquides inflammables

PIQUET D'INCENDIE :

- ☐ Doit être fourni durant les travaux et pendant 30 minutes après ceux-ci
- ☐ Extincteurs sur place
- ☐ Formé à l'utilisation de l'extincteur lorsque l'alarme d'incendie se déclenche

1. Tout le personnel de l'entrepreneur a été informé sur l'utilisation du matériel de lutte contre l'incendie et sur les alarmes d'incendie. Numéro d'urgence en cas d'incendie : 911 pour l'Escadre et 911 pour les manèges militaires.

2. À la fin de chaque journée de travail, l'entrepreneur doit avertir par téléphone, en composant le 833-2646, le chef de peloton de garde du service des incendies de l'Escadre que les travaux du jour sont terminés dans les 30 minutes qui suivent l'achèvement de ceux-ci. Les contremaîtres attendront que le poste d'incendie ait terminé l'inspection postincendie.

3. Tous les incendies doivent être signalés aux services des incendies en composant le 833-2646 :

La zone de travail et toutes les zones adjacentes où de la chaleur aurait pu se diffuser ou des étincelles s'éparpiller [y compris les étages au-dessus et en dessous et les zones de l'autre côté des murs] ont été inspectées 30 minutes après l'achèvement de travaux et se sont révélés à l'abri de tout risque d'incendie.

Signature :

Inspecteur des incendies de la 17^e Escadre

DISTRIBUTION

Original – conservé par l'inspecteur des incendies

Double – conservé par le superviseur (entrepreneur)

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W4M00-18C848/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W4M00-18C848

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
CAL-7-40108

Id de l'acheteur - Buyer ID
ca1137
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « I »

RAPPORT D'UTILISATION DE L'OFFRE À COMMANDES

Faire parvenir à:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Télécopieur: (403)-292-5786
Courriel: wst-pa-cal@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Calendrier des rapports trimestriels d'utilisation:

() 1er trimestre: du 1er avril au 30 juin. () 2ième trimestre: du 1er juillet au septembre.
() 3ième trimestre: du 1er octobre au 31. () 4ième trimestre: du 1er janvier au 31 mars.
décembre

FOURNISSEUR: _____

No DE L'OFFRE À COMMANDES: _____

MINISTÈRE OU ORGANISME: _____

No d'article	Description de la commande	Valeur de la commande (TPS non inclus)
A) Valeur totale en dollars des commandes pour la période de référence:		
B) Commandes totales accumulées à ce jour:		
(A+B) Commandes totales accumulées:		

AUCUN RAPPORT: Nous n'avons pas conclu d'affaires avec le gouvernement du Canada pour cette période []

PRÉSENTÉ PAR: _____

SIGNATURE: _____

DATE: _____



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat 404 M00-18C 848
Security Classification / Classification de sécurité UNCLAS

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine DND		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction RP OPS DET WPG
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance N/A	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant N/A	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail REPAIR & MAINTENANCE TO OVERHEAD DOORS & RELATED HARDWARE LOCATED WITHIN 17 WINNIPEG BUILDINGS		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input type="checkbox"/> No Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W4M00-18C848

Security Classification / Classification de sécurité

UNCLAS

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- | | | | |
|---|---|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> SECRET
SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET
TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET- SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET
NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS | | | |

Special comments:

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☐ No ☐ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non Oui



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W4M00-18C848

Security Classification / Classification de sécurité

UNCLAS

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO					COMSEC				
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).